Observatoire des Élections en Europe

Kyriakos Mitsotakis à la recherche d'une majorité absolue

Corinne Deloy



Comme attendu, aucun gouvernement n'a pu être formé à l'issue des élections législatives du 21 mai en Grèce.

Le 30 mai, un décret présidentiel a donc convoqué les électeurs hellènes aux urnes le 25 juin pour un nouveau scrutin. Jusqu'à cette date, Ioannis Sarmas, président de la Cour des comptes, exercera les fonctions de Premier ministre par intérim.

Les élections législatives se dérouleront avec un nouveau mode de scrutin semi-proportionnel qui prévoit l'octroi d'une prime au parti qui arrive en tête. Le nombre de sièges supplémentaires n'est pas fixe, il dépend du pourcentage de suffrages recueillis par ledit parti. Si celui-ci obtient 25% des voix, la prime est de 20 sièges, tandis que les 280 sièges restants (la Vouli, chambre unique du Parlement compte 300 députés) sont répartis proportionnellement entre les partis qui ont réussi à dépasser le seuil de 3% des suffrages indispensables pour être représenté. Pour chaque tranche supplémentaire de 0,5% des voix, la prime augmente d'un siège et les sièges des autres partis sont réduits en conséquence. Le maximum que peut atteindre cette prime s'élève à 50 sièges, elle est accordée à tout parti qui recueille environ 40% des suffrages.

« Nouvelle Démocratie n'a gagné que deux points par rapport à 2019. Les élections législatives du 21 mai ont surtout révélé l'effondrement de la Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste (SYRIZA), qui n'a pas réussi à convaincre avec son idée de gouvernement de coalition » souligne Maria Karaklioumi, analyste à l'institut d'opinion RASS. On notera que les coalitions ne font pas partie de la culture politique grecque et elles ont par ailleurs laissé de mauvais souvenirs.

Le 21 mai, l'écart entre le premier parti de droite – la Nouvelle Démocratie- et celui de gauche – la Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste – a atteint plus de 20 points (20,72), soit le plus important jamais enregistré depuis le retour de la Grèce à la démocratie en 1974. Les partis de gauche ont en outre obtenu le plus faible résultat de leur histoire.

Le dirigeant de SYRIZA, Alexis Tsipras, n'a pas réussi à convaincre ses compatriotes qu'il pouvait être une véritable force alternative au Premier ministre sortant Kyriakos Mitsotakis. Il a tenté en vain d'attirer les centristes tout en maintenant un programme politique très à gauche. Le pari a été un échec des deux côtés. Les centristes lui ont préféré Kyriakos Mitsotakis et aux yeux de nombreuses personnes, Alexis Tsipras est resté celui qui a trahi ses promesses de campagne dans la décennie précédente.

A la veille d'un nouveau scrutin législatif, SYRIZA veut mobiliser abstentionnistes et réduire son écart avec Nouvelle Démocratie. Il répète qu'il faut « empêcher la constitution d'un gouvernement de droite tout puissant ce qui serait mauvais pour la démocratie et pour le pays ». Le Mouvement pour le changement-Mouvement socialiste panhellénique (PASOK-KINAL) espère attirer certains électeurs de SYRIZA et in fine s'imposer comme le premier parti d'opposition. Son dirigeant Nikos Androulakis a affirmé qu'il ne s'allierait en aucun cas avec Nouvelle Démocratie à l'issue du scrutin.

La dynamique cependant est clairement du côté de Nouvelle Démocratie qui a obtenu le 21 mai 146 sièges au Parlement, soit seulement 5 de moins que la majorité absolue. Selon plusieurs enquêtes d'opinion, la majorité des électeurs se sont prononcés pour le parti qui, selon eux, est le plus capable d'améliorer le fonctionnement de l'Etat et qui possède le meilleur programme économique.

Élections législatives en Grèce

25 juin 2023

Kyriakos Mitsotakis a mis en avant le retour de la croissance, la baisse du chômage et l'amélioration de l'image de la Grèce à l'étranger durant sa campagne électorale. Il a promis la stabilité économique et géopolitique du pays et la poursuite des réformes, notamment la revalorisation des salaires les plus faibles. « Nous voulons un mandat fort pour un gouvernement stable afin de mettre en œuvre notre programme, ce qui ne peut se faire avec une majorité limitée » a-t-il déclaré.

Nouvelle Démocratie ne semble craindre qu'une chose : que ses électeurs soient tellement confiants dans la victoire du parti qu'ils ne se rendent pas aux urnes le 25 juin.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Metron/Analysos Mega fin mai, Nouvelle Démocratie devrait arriver en tête avec 41% des suffrages, suivie de Syriza, qui recueillerait 19,1%, du PASOK, 11,7% et du Parti communiste (KKE), 7,6%. Solution grecque (EL), parti ultranationaliste de droite radicale fondé et dirigé par Kyriakos Velopoulos, serait le 5e parti à obtenir des députés avec 4,4%.

Kyriakos Mitsotakis devrait donc remporter la prime de 50 sièges qu'octroie le nouveau mode de scrutin semi-proportionnel en vigueur le 25 juin. De la sorte, le Premier ministre sortant devrait disposer de la majorité absolue au Parlement.

Rappel des résultats des élections législatives du 21 mai 2023 en Grèce

Participation: 60,94%

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Nouvelle Démocratie (ND)	2 407 860	40,79	146
Coalition de la gauche radicale-Alliance progressiste (SYRIZA)	1 184 500	20,07	71
Mouvement pour le changement-Mouvement socialiste panhellénique (PASOK-KINAL)	676 166	11,46	41
Parti communiste (KKE)	426 741	7,23	26
Solution grecque (EL)	262 529	4,45	16
Autres	945 054	16	0

Source : https://ekloges.ypes.gr/current/v/home/parties/

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur. © Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.